

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 07/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KME (ex Zindel)

Z. I.les Miels
25870 Devecey

Références : -
Code AIOT : 0005900244

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2024 dans l'établissement KME (ex Zindel) implanté Zone Industrielle rue de SODETAL 25870 Devecey. L'inspection a été annoncée le 13/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2024 sur les rétentions qui vise toutes les installations soumises à autorisation stockant, produisant ou mettant en œuvre des produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KME (ex Zindel)
- Zone Industrielle rue de SODETAL 25870 Devecey

- Code AIOT : 0005900244
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KME exploite à DEVECEY (25) une ligne d'étamage en continu de bandes en cuivre. Cette installation anciennement exploitée par la Société ZINDEL a fait l'objet d'une déclaration de changement d'exploitant en 2010.

L'exploitation est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2009.

Le site dispose d'une ligne de traitement de surface avec un volume de bains de traitement de 25000 litres.

L'exploitant a fait le choix de conserver l'autorisation actuelle délivrée pour un volume de bains de 97600 litres relevant de la rubrique IED 3260.

Le site emploie 20 personnes dont 4 personnes sur la partie traitement de surface.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
4	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis	Sans objet
5	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le volume de rétention étant dimensionné pour une activité de traitement de surface avec un volume de bains de 97600 litres, celui-ci est bien supérieur à ce qui est nécessaire actuellement pour 25000 litres.

Les rétentions sont en bon état et les produits incompatibles sont associés à des rétentions bien

distinctes.

Les consignes de sécurité ne sont pas mises à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Les liquides de type base sont stockés dans un local dédié qu'à cela et qui est entièrement sur rétention. Il en est de même pour les liquides de type acide qui sont également dans un local dédié qui est en totalité sur rétention. Sous la chaîne de traitement, présence d'un caniveau de 40 m3 qui rejoint la station de traitement interne à l'entreprise. L'ensemble des rétentions représente un volume de 164 m3 (pour un volume total de cuves de produits de traitement de 25 m3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Fournir le détail du calcul D9.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
Prescription contrôlée :

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sols des locaux de stockage des acides et des bases sont en bon état avec un revêtement imperméable permettant une rétention de produits en cas de déversement.</p> <p>Il a été constaté que le bas du mur entre les deux locaux présentait un revêtement adapté afin d'éviter le passage des produits d'un côté ou de l'autre du mur et évitant ainsi le contact entre base et acide.</p> <p>Les produits incompatibles ont des systèmes de rétention distincts.</p> <p>Aucun encombrement des rétentions n'a été constaté.</p> <p>Au niveau de la zone où se trouve la presse pour les boues issues de la station, le sol est dégradé: carrelage cassé ou absent. L'étanchéité du sol n'est pas garanti.</p> <p>Au niveau de la porte de garage donnant sur l'extérieur dans cette même zone, présence d'un jour sous la porte. Actuellement, aucun liquide se trouve dans cette zone. Cependant, si des liquides devaient être stockés à cet endroit, l'étanchéité n'est pas garantie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté que le bas du mur entre les deux locaux (celui des bases et celui des acides) présentait un revêtement adapté afin d'éviter le passage des produits d'un côté ou de l'autre du mur et évitant ainsi le contact entre base et acide.</p> <p>Cependant, il est indispensable que l'exploitant vérifie, à l'aide de FDS, la compatibilité des produits au sein d'un même local ayant une rétention commune. En particulier, dans le cas de figure d'une incompatibilité au sein du local "acides", local formant rétention dédié aux acides, une rétention supplémentaire dédiée à l'acide incompatible avec les autres acide sera nécessaire.</p> <p>Au niveau de la chaîne de traitement, les produits incompatibles ont des systèmes de rétention distincts évitant tout contact.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
vérification de la compatibilité des produits entre eux au sein d'un même local, à l'aide des FDS
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bassin de confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis
Thème(s) : Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m3.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ; - tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ; - en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ; - l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant. <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part. Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels. - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats :

Le confinement de l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre est réalisé par des dispositifs internes.

Les locaux de stockage des bases et des acides sont indépendants et sur rétention totale avec un volume de rétention supérieur à la totalité des volumes de produits stockés.

Le volume nécessaire au confinement correspond à la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie pendant 2h = 120m3
- du volume de produit libéré par cet incendie au maximum= 25 m3

Soit un total de 145 m3.

Le volume disponible étant de 164 m3.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats :

L'exploitant dispose d'un tableur excel indiquant la nature des produits stockés, leurs quantités et les fiches de données et sécurité associées.

Ce tableur est disponible en cas d'incident sur l'ordinateur de l'exploitant en connexion à distance.

Le document n'indique pas clairement l'emplacement de chaque produit dans l'établissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

fournir par mail le tableur mis à jour avec les emplacement de chaque produit

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
<p>Constats :</p> <p>Présence de consigne de sécurité indiquant les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie avec les numéros d'urgence.</p> <p>L'ensemble du personnel est régulièrement formé aux mesures d'urgence.</p> <p>Cependant, les consignes de sécurité n'indiquent pas clairement les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses.</p> <p>Par ailleurs, les zones à risque n'apparaissent pas clairement sur les plans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>fournir les consignes de sécurité et les plans mis à jour</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>